

14 Port-Gentil

Vie des partis/Adere, tendance Florentin Moussavou

L'aile Missanda dans le viseur

RAD
Port-Gentil/Gabon

A la faveur d'un point de presse donné en début de semaine, le président pour la province de l'Ogooué-Maritime, Alain Mihindou Maliki, a dénoncé une démarche visant à affaiblir l'Alliance démocratique et républicaine.

ALAIN Mihindou Maliki, président provincial de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere, tendance Florentin Moussavou), a donné un point-presse, en début de semaine, à la mairie du 4e arrondissement. Cette rencontre avec la presse intervient au lendemain de la sortie médiatique d'Antoine-Roger Ditenkou, secrétaire politique pour la province de l'Ogooué-Maritime de l'aile dirigée par Victor Missanda. Pour le président provincial de cette aile de l'Adere, seul le congrès est habilité à procéder au remaniement des organes du parti. En conséquence, "le patriote Antoine-Roger Ditenkou n'a pas qualité de parler en tant que secrétaire politique provincial du



Photo : Julie Nguimbi

Le maire du 4e arrondissement, Bonaventure Kassa Ibinga (d), était présent au point de presse.

parti", dit-il. Ce qui fâche l'orateur, c'est le fait que, lors de sa sortie médiatique, Antoine-Roger Ditenkou avait évoqué la tenue, prochainement, d'un congrès à Mayumba par Victor Missanda, qu'il a considéré comme étant le "président légitime et représentant légal de l'Adere". Il avait également laissé entendre que les militants du parti dans l'Ogooué-Maritime adhèrent à ces assises à l'issue desquelles ils plébisciteraient Victor Missanda. Mais Alain Mihindou Ma-

liki ne l'entend pas de cette oreille. Il indique que Victor Missanda a été des rangs de l'Adere. A ce titre, il ne peut se revendiquer d'aucune autorité et est donc "un imposteur, un usurpateur". «Depuis ses premières sorties publiques, en avril 2016, ce personnage apparaît comme quelqu'un répondant à des automatismes dictés par des commanditaires tapis dans l'ombre», estime-t-il. Et d'ajouter : «L'intérêt et l'utilité de sa démarche n'ont pour unique objectif que de salir, diffamer et

réduire à néant les efforts et les investissements consentis par les fondateurs et les militants de l'Adere depuis tant d'années.» A en croire M. Mihindou Maliki, les statuts adoptés en 2012, lors du congrès qui a désigné feu Dieudonné Pambo à la présidence du parti sont forclos. Mieux, l'autre congrès organisé les 20 et 21 décembre 2014 a porté Didjob Divungi Di Ndinge à la présidence de l'Adere, adopté de nouveaux statuts et, surtout, modifié la ligne politique du parti engagé



Photo : Julie Nguimbi

Alain Mihindou Maliki (debout) lors d'une série d'installations des organes de base.

dans le camp de l'opposition. Avant ces dernières assises, d'autres tenues le 6 décembre 2014 avaient vu la désignation de Florentin Moussavou comme premier responsable de cette formation politique. Confirmant ainsi la guerre de leadership et le bicéphalisme. «Par sa démarche actuelle, Victor Missanda s'engage délibérément dans la confrontation et la destruction des bases historiques de l'Adere», a-t-on appris. Tranchant dans ses propos, le président provin-

cial de l'Adere fait le constat que "Victor Missanda chercherait à prendre davantage la posture d'une personne qui s'adresse à l'opinion plutôt qu'aux militants qu'il voudrait contraindre à lui reconnaître la légitimité dont il se prévaut". Alain Mihindou Maliki a terminé son point de presse en réitérant son soutien au président du parti, le ministre de l'Éducation nationale, "avec qui nous continuons d'œuvrer pour la construction du Gabon aux côtés du chef de l'État Ali Bongo Ondimba".

Vie des entreprises/Satram

Bientôt le bout de tunnel, promet le nouveau DG



Photo : Koumouss

La délégation de Satram chez la gouverneur de l'Ogooué-Maritime.

SYM
Port-Gentil/Gabon

NOMME il y a quelques semaines, le nouveau directeur général de la Société d'amarrage et de transit maritime (Satram), Mohamed Ait Ihda, à la tête d'une importante délégation, était allé faire, récemment, ses civilités au gouverneur de la province de l'Ogooué-Maritime, Ontina. Au-delà, Mohamed Ait Ihda a présenté à son hôte le plan de redresse-

ment de son entreprise, en proie à de grandes difficultés, comme l'ont d'ailleurs reconnu le nouveau directeur général et sa suite. «Nous envisageons de régler les problèmes de salaire qui minent l'entreprise depuis plusieurs mois. Nous pensons y arriver dans les semaines à venir», a assuré le directeur général. Mohamed Ait Ihda a, par ailleurs, témoigné sa reconnaissance au gouverneur, qui a promis de ne ménager aucun effort pour apporter son assistance à la nouvelle équipe de la Satram. Le directeur général de la



Photo : Koumouss

Le délégué du personnel de Satram, Serge Edzang, espère l'ouverture rapide des discussions.

Satram a saisi l'occasion pour rassurer les propriétaires des maisons louées par certains de ses employés que la Société sortirait bientôt de la zone de turbulence. «A toutes les personnes à qui certains de nos salariés doivent le loyer et autres, qu'ils continuent à leur faire confiance. Il est vrai qu'on n'a pas encore vu le bout de tunnel, mais les solutions sont en train d'être trouvées et je vous remercie déjà pour votre patience», a-t-il dit. La nomination d'une nouvelle équipe dirigeante à la tête de la Société d'amarrage et de

transit maritime est perçue par les salariés comme un début de solutions à leurs problèmes. Dernièrement, les 1 400 employés de Satram s'étaient retrouvés au siège de l'entreprise pour dire leur disponibilité à travailler avec les nouveaux dirigeants, afin de permettre à la société de retrouver ses marques et redonner confiance à la clientèle. A noter que les agents de Satram totalisent trois mois d'impayés de salaires pour les nationaux et dix mois pour les expatriés, ainsi que le non-versement des



Photo : Koumouss

Le nouveau directeur général de la Société, Mohamed Ait Ihda, au sortir de l'échange avec le gouverneur.

cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Pour cela, ils souhaitent entamer les discussions avec les nouveaux patrons sur les voies et moyens en vue d'une sortie de crise. Un appel au dialogue qui

n'est pas tombé dans les oreilles d'un sourd, puisque M. Mohamed Ait Ihda a accepté la main tendue de ses employés. A condition que ces derniers ne s'en prennent pas à l'outil de production.